

Les rapports de durabilité des entreprises suisses laissent à désirer

EXIGENCES Un certain manque de transparence et une qualité insuffisante des données caractérisent les publications ESG des sociétés helvétiques. Des progrès ont cependant été réalisés, indique la Fondation Ethos

LASSILA KARUTA, ZURICH

Qu'adviendra-t-il des rapports de durabilité (ESG) des grandes entreprises suisses dans les prochaines années? Dans un contexte mondial marqué par un désintérêt croissant pour la promotion des questions environnementales et de diversité dans les entreprises, il n'est pas aisément de prédir l'avenir de ces publications, qui détaillent les progrès réalisés.

Ce qui est certain, c'est que ces firmes devront continuer à informer leurs actionnaires de leurs efforts en matière d'ESG. «La Suisse est, à côté de l'Espagne, le seul pays en Europe où les entreprises d'une certaine taille doivent soumettre leur rapport de durabilité au vote des actionnaires», a expliqué hier Vincent Kaufmann, directeur de la Fondation Ethos, qui regroupe plus de 250 caisses de pension, en marge d'une téléconférence.

Cette exigence s'applique depuis 2024, notamment aux entreprises cotées en bourse ayant 500 postes à temps plein et générant 40 millions de francs de chiffres d'affaires. «Pour les investisseurs soucieux des enjeux liés à la durabilité et à la bonne gouvernance, les indicateurs ESG sont

essentiels car ils ont un impact direct sur la pérennité et la valeur future des entreprises», rappelle la Fondation Ethos dans sa nouvelle analyse sur la qualité des rapports de durabilité.

Pas assez de femmes

Les sociétés ont cependant beaucoup de marge de manœuvre, le Code des obligations suisse ne précisant pas de manière exhaustive les indicateurs qui doivent y figurer, note Vincent Kaufmann. Dans un souci de transparence, la Fondation Ethos s'est ainsi penchée, pour la deuxième année consécutive, sur ces documents afin d'analyser leur qualité et leur fiabilité. Et environ 137 entreprises cotées sont ainsi passées à la loupe.

Des progrès, bien qu'insuffisants, ont ainsi été observés dans un premier temps: le nombre de rapports soumis à une vérification externe augmente, tout comme celui des objectifs climatiques qui ont été validés par une instance scientifique indépendante, indique la fondation genevoise. Elle souligne aussi que les institutions financières, notamment les banques cantonales, publient de plus en plus les émissions liées à leurs activités de crédits ou de financement. Ce dernier progrès n'est cependant pas uniforme dans le secteur.

Tous secteurs confondus, la qualité et le niveau de transparence restent ainsi largement insuffisants. Ethos n'a ainsi recommandé d'approuver que 39,7% des rapports soumis au vote cette année, contre 45,7%

en 2024. Les actionnaires de ces sociétés cotées ont quant à eux donné le feu vert à 95,2% des rapports qui leur ont été soumis, contre 97,4% un an plus tôt.

Par ailleurs, la composition des conseils d'administration des compagnies, un élément sur lequel Ethos s'est penché, laisse aussi à désirer. Seules 52,3% des entreprises figurant dans l'indice SPI de la bourse suisse comptent actuellement au moins 30% de femmes au sein de cet organe. «Or, les sociétés cotées en bourse ont jusqu'à 2026 pour atteindre ce seuil. A partir de l'année prochaine, elles doivent expliquer pourquoi elles n'y sont pas parvenues sur la base du principe «comply or explain», conformément à l'article 734f du Code des obligations», conclut le directeur d'Ethos. ■